

**Arrêté N° 22-DDTM85-541
portant limitation de restitution en aval des barrages d'eau potable**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 211-3, R. 211-66 et suivants,
- Vu** le code de la santé publique,
- Vu** le code civil, et notamment les articles 640 à 645,
- Vu** le code pénal,
- Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2215-1,
- Vu** le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- Vu** le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005, modifié, relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin,
- Vu** le décret du président de la république du 03 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Gérard GAVORY en qualité de préfet de la Vendée,
- Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003, modifié, portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement,
- Vu** les dispositions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne en vigueur,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-DCL-BCI-268 du 01 mars 2022 portant délégation générale de signature à M. Didier GERARD, directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée,
- Vu** l'arrêté n°22-DDTM85-521 du 10 août portant limitation de restitution en aval des barrages d'eau potable,
- Vu** la demande de Vendée Eau sollicitant le maintien des limitations de restitution en aval des barrages d'eau potable prescrites par l'arrêté préfectoral n° 22-DDTM85-521 du 10 août 2022,

CONSIDERANT les taux de remplissage des retenues d'eau potable d'Apremont, du Jaunay, de la Bultière, du Marillet et d'Angle Guignard au 21 août 2022,

CONSIDERANT que les débits entrants dans ces retenues sont inférieurs au débit réservé des barrages,

CONSIDERANT que des concentrations élevées de THM ont été mesurées sur la côte, ce qui contraint Vendée Eau à réduire le transfert de Mervent vers la zone côtière Nord du département, ces teneurs étant générées notamment par les temps de transit élevés dans ce secours,

CONSIDERANT que de ce fait, les usines d'Apremont et du Jaunay vont être sollicitées davantage dans les prochaines semaines,

CONSIDERANT que Atlantic'eau n'est pas en mesure d'assurer pleinement le secours habituellement prévu sur le Nord de la Vendée en cette période de l'année,

A R R E T E :

Article 1 : Mesures de limitation de restitution en aval des barrages

Vendée Eau peut limiter le débit requis par l'article L. 214-18-I du code de l'environnement à la valeur suivante pour le barrage d'Apremont : 10 litres/seconde (au lieu de 77 l/s).

Vendée Eau peut limiter le débit requis par l'article L. 214-18-I du code de l'environnement à la valeur suivante pour le barrage du Jaunay : 10 litres/seconde (au lieu de 34 l/s).

Vendée Eau peut limiter le débit requis par l'article L. 214-18-I du code de l'environnement à la valeur suivante pour le barrage du Marillet : 10 litres/seconde (au lieu de 30 l/s).

Vendée Eau peut limiter le débit requis par l'article L. 214-18-I du code de l'environnement à la valeur suivante pour le barrage de l'Angle Guignard : 40 litres/seconde (au lieu de 87 l/s).

Vendée Eau peut limiter le débit requis par l'article L. 214-18-I du code de l'environnement à la valeur suivante pour le barrage de la Bultière : 10 litres/seconde (au lieu de 160 l/s).

Article 2 : Protection des milieux aquatiques

Le pétitionnaire doit laisser s'écouler en tout temps dans le cours d'eau un débit minimal permettant le maintien de la vie aquatique (article L. 214-18 du code de l'environnement).

Article 3 :

Les mesures de limitation du présent arrêté sont valables jusqu'au 30 septembre 2022.

Article 4 : Contrôles et sanctions

L'administration mènera tout type de contrôles portant sur la bonne application des règles de gestion définies au présent arrêté et sur la bonne application des règles de prélèvement. Il ne doit pas être mis obstacle à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents assermentés.

Les infractions au présent arrêté pour non respect de l'arrêté sont passibles notamment du retrait des autorisations accordées et de toutes les mesures administratives voire judiciaires adaptées à la circonstance.

Article 5 : Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes au 6, allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse <https://www.telerecours.fr>

Article 6 : Dispositif d'application du présent arrêté

Le présent arrêté est applicable à partir du jeudi 01 septembre 2022 à 00 heures.

Les mesures de limitation du présent arrêté resteront en vigueur tant que les prochaines observations de l'état de la ressource ne justifieront pas de mesures nouvelles.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

La secrétaire générale de la Préfecture, les maires des communes d'Apremont, Aizenay, La Chapelle-Palluau, Maché, Landevieille, de l'Aiguillon-sur-Vie, Château-Guibert, Mareuil-sur-Lay-Dissais, Rives-de-l'Yon, Thorigny, Bazoges-en-Pareds, Chavagnes-les-Redoux, Monsireigne, Sigournais, Thouarsais-Bouildroux, Chavagnes-en-Paillers, La Boissière-de-Montaigu, Bazoges-en-Paillers et Saint-Fulgent, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur général de l'Agence régionale de santé, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique, la colonelle commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vendée, et copie sera adressée au directeur de l'eau du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.

Il sera affiché dès réception dans les mairies des communes d'Apremont, Aizenay, La Chapelle-Palluau, Maché, Landevieille, de l'Aiguillon-sur-Vie, Château-Guibert, Mareuil-sur-Lay-Dissais, Rives-de-l'Yon, Thorigny, Bazoges-en-Pareds, Chavagnes-les-Redoux, Monsireigne, Sigournais, Thouarsais-Bouildroux, Chavagnes-en-Paillers, La Boissière-de-Montaigu, Bazoges-en-Paillers et Saint-Fulgent et sera adressé pour information aux présidents des commissions locales de l'eau du SAGE du bassin de la Sèvre Nantaise et du SAGE du bassin du LAY.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 31 AOUT 2022

Le préfet,



Gérard GAVORY